

N° 218

CountrySide

JUILLET-AOÛT 2025

MAGAZINE

ELO alerte: le budget proposé par l'UE abandonne les propriétaires fonciers et les agriculteurs professionnels à un moment critique

**Jardins royaux, fermes régénératives :
leçons de la Suède**

**Digitalisation et IA : un événement du
Forum explore l'avenir de l'agriculture**



ELO



TABLE DES MATIÈRES

Jardins royaux, fermes régénératives : leçons de la Suède	3
28 ^e Assemblée Générale des Friends of the Countryside à Stockholm : Défendre le rôle essentiel des propriétaires fonciers	6
"Innovators by Nature" – Devenez acteurs de l'innovation issue de la nature	7
ELO alerte: le budget proposé par l'UE abandonne les propriétaires fonciers et les agriculteurs professionnels à un moment critique	8
Digitalisation et IA : un événement du Forum for Ag explore l'avenir de l'agriculture	10
Les domaines écossais battent des records en matière de conservation de la faune	12
ZukunftMoor remporte le prix FAMIGRO 2025	13
L'agriculture sociale : améliorer les soins aux personnes âgées et favoriser l'intégration rurale en Europe	13
Nourrir l'avenir - Innovation et durabilité dans la nutrition animale	14
Prix de l'abeille européen et prix Belleuropa 2025	16



Editorial

Après des mois d'agitation politique, il est temps de reprendre son souffle et de revenir aux fondamentaux. Le débat sur le futur de l'agriculture même s'il porte de bonnes idées est pollué par le défi de boucler le budget Européen comportant une kyrielle de priorités.

Certains relèvent d'une urgence que les États Membres ne sont pas capables d'assumer et présentent des priorités qui mettent à mal l'intérêt porté jusqu'à ce jour aux politiques agricoles et environnementales.

Pour les exploitants Européens, assurer de pouvoir produire avec des moyens crédibles et raisonnables est fondamental. Il est important de relever que la décision de la cour constitutionnelle en France concernant la loi Duplomb constitue une inflexion qui donne un signe beaucoup moins négatif que certains opposants ont laissé croire.

Sortir des rêves urbains et revenir à la réalité du terrain est une question de bon sens. Tout autant qu'il est fondamental pour les privés qui s'engagent dans la gestion et la restauration de

la biodiversité que l'UE leur permette de se développer dans un cadre privé échappant à la tentation monopolistique Public versus ONGs. Soutenir leurs actions, les rendre visible et leur permettre de s'épanouir constituerait un grand pas en avant aidant à la réalisation des OECMs.

Il est fondamental pour les forestiers qu'on reconnaisse leur impact favorable et qu'on arrête de les assommer de toutes sortes de réglementations qui visent à les contraindre et à résoudre des problèmes qui ne sont pas de leur ressort. Mais cela demande à tous ceux qui s'autoproclament spécialistes du fait de leurs formations intellectuelles ou de leur idéologie, d'accepter qu'un bon sens et une expertise de terrain existent et qu'il serait utile de les écouter.

Thierry de l'ESCAILLE
Président Exécutif, ELO



Jardins royaux, fermes régénératives : leçons de la Suède



Wallerand VAN OUYRYVE D'YDEWALLE
Chargé de mission politiques et projets –
Coordinateur des intervenants du ForumforAg

Le 14 juin, dans le cadre de l'Assemblée Générale des Friends of the Countryside, les membres ont exploré quatre circuits uniques autour de Stockholm, chacun mettant en lumière l'interaction entre la préservation du patrimoine, les pratiques agricoles innovantes et la durabilité. Les propriétaires fonciers ont montré comment leurs domaines s'adaptent avec créativité aux défis contemporains, offrant ainsi une source d'inspiration pour l'avenir de la gestion durable des terres.

Ferme de Torsåker et Axfoundation

La visite de la ferme de Torsåker, exploitée par Axfoundation près d'Upplands Väsby, a offert un aperçu de l'un des centres les plus dynamiques de Suède en matière de recherche appliquée sur les systèmes alimentaires durables. Les partici-



Steninge Slottsby

pants ont découvert une ferme en activité servant de laboratoire vivant pour tester des pratiques régénératrices et des modèles alimentaires circulaires. Les innovations comprennent le développement de variétés de blé vivace adaptées aux climats nordiques, des engrais biosourcés à base de roseaux et de laine, ainsi qu'un modèle d'aquaculture nourrissant les poissons avec des insectes élevés à partir de déchets alimentaires. Au cœur du domaine, la grange rénovée du XVIII^e siècle, Ladugården, accueille des cuisines d'essai, une boulangerie et des laboratoires de conditionnement où sont développés et mis à l'échelle des produits alimentaires durables. Axfoundation, organisation indépendante à but non lucratif, combine science, entrepreneuriat et agriculture pour créer des solutions concrètes à fort impact environnemental et social.

Steninge Slottsby

La visite s'est poursuivie à Steninge Slottsby, un projet résidentiel mêlant patrimoine historique et aménagement contemporain. Situé à proximité du palais baroque de Steninge, le projet comprend onze quartiers regroupant plus de 750 logements conçus en harmonie avec le paysage et inspirés de l'architecture traditionnelle suédoise. La grange en pierre restaurée, Stenladan, abrite aujourd'hui des boutiques et un restaurant, devenant ainsi un centre dynamique de vie communautaire. Le domaine illustre comment des projets privés peuvent valoriser le patrimoine culturel, préserver la beauté naturelle et favoriser des communautés résilientes. Les participants ont discuté de modèles d'aménagement permettant de protéger les espaces verts tout en intégrant logements et infrastructures, faisant de Steninge un exemple notable d'équilibre entre rural et urbain.

Palais de Drottningholm

Au palais de Drottningholm, les participants ont exploré l'une des propriétés royales les plus emblématiques de Suède. Classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, le domaine offrait un voyage à travers des siècles d'architecture paysagère européenne, de la symétrie formelle baroque au style romantique

anglais. Le théâtre de la cour de Drottningholm, salle du XVIII^e siècle entièrement conservée avec sa machinerie d'origine, et le pavillon chinois, lieu rococo orné d'objets d'Asie de l'Est, témoignent de la richesse culturelle du site. Bien que le palais reste une résidence royale, ses jardins sont ouverts au public et bien entretenus, offrant un exemple de préservation du patrimoine au service du bien commun. Le site a illustré comment les propriétés d'État peuvent contribuer à l'éducation, au tourisme et à l'identité nationale.

Erstavik et Château de Sandemar

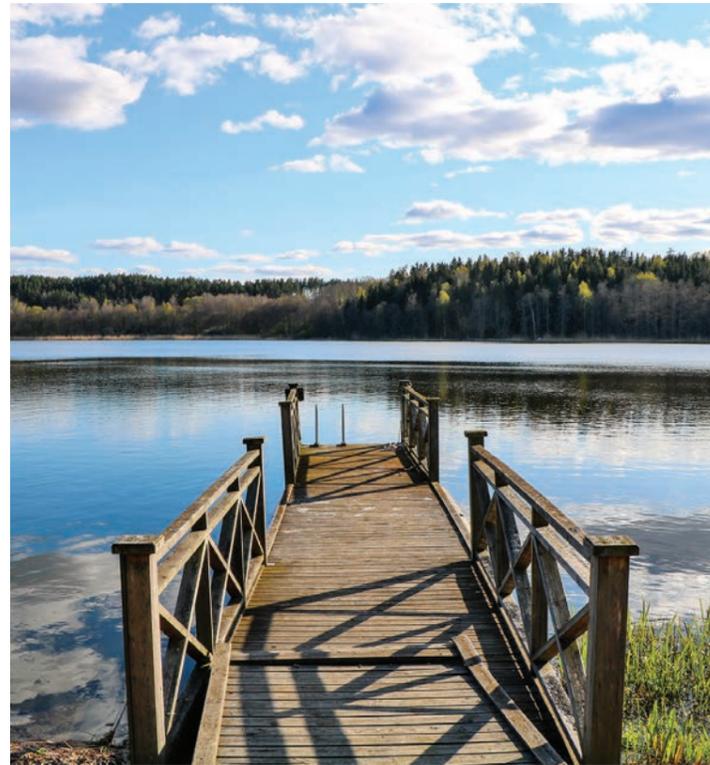
Le domaine d'Erstavik, qui s'étend sur plus de 2 000 hectares de forêts et de terres agricoles, reste une propriété privée grâce à une exemption unique au modèle du fideicommisum aboli en Suède. Situé près de la réserve naturelle de Nackareservatet, il incarne un usage multifonctionnel des terres mêlant sylviculture productive, accès récréatif et conservation. Certifiée selon la norme PEFC, la forêt d'Erstavik inclut pins, épicéas et feuillus, avec un accent mis sur la biodiversité et le stockage du carbone. Les discussions ont porté sur l'équilibre entre rendement économique et résilience écologique à long terme.

À proximité, le château de Sandemar, situé dans l'archipel de Stockholm, offre une perspective contrastée. Son manoir du XVII^e siècle et la réserve naturelle attenante font partie du réseau Natura 2000, soutenant des habitats variés allant des zones humides aux prairies côtières calcaires. Les pratiques traditionnelles de pâturage et de fauche y sont maintenues pour préserver des espèces rares de flore et d'oiseaux, notamment l'orchidée *Epipactis palustris* et le pygargue à queue blanche. Le domaine montre comment les propriétés historiques peuvent remplir à la fois des fonctions culturelles et écologiques, contribuant directement aux objectifs de la stratégie européenne pour la biodiversité.

Nyborg, Ekolsund et Signhildsberg

Au domaine de Nyborgs Gård, à Upplands-Bro, les participants ont découvert une propriété familiale combinant agriculture conventionnelle et produits issus de la nature en circuit court. La ferme produit des céréales et des oléagineux, élève des bovins Highland et des moutons de Gotland, et vend des produits comme l'huile de colza ou le miel directement via sa boutique à la ferme. Ce modèle favorise l'emploi rural, entretient les paysages ouverts et rapproche les consommateurs de la terre.

Le château d'Ekolsund, autrefois résidence royale de Gustave Vasa puis de Gustave III, a été restauré dans son style baroque d'origine, avec jardins historiques et systèmes hydrauliques. Le domaine comprend également une auberge patrimoniale et accueille des événements culturels. La visite a permis d'échanger sur la valeur sociale du patrimoine, son rôle dans le tourisme, et son potentiel comme espace éducatif pour le grand public.



La dernière étape à Signhildsberg s'est centrée sur l'engagement du domaine pour la transition écologique. Grâce à l'agriculture biologique, à la diversification des cultures et à des investissements importants dans l'énergie solaire, le domaine intègre la durabilité dans toutes ses opérations. Des panneaux solaires alimentent désormais une grande partie des infrastructures agricoles, renforçant à la fois la résilience environnementale et financière. Ancré dans les légendes nordiques et l'histoire médiévale, Signhildsberg relie le passé à une gestion foncière tournée vers l'avenir. L'importance archéologique du site, incluant des vestiges de l'ère viking, a également été mise en avant.

Relier la pratique aux politiques européennes

Chaque visite a illustré de manière concrète comment les propriétaires fonciers contribuent aux objectifs de l'Union européenne, notamment le Pacte vert, la Stratégie pour la Biodiversité et la Politique Agricole Commune. Bien que divers par leurs fonctions et leurs histoires, ces domaines partagent un engagement commun : gérer la terre de manière responsable, en pensant aux générations futures et au patrimoine partagé de l'Europe.

Plus d'info : www.friendsofthecountryside.org



FARM SMART, PROFIT MORE

Entrez dans le futur de l'agriculture durable avec notre gamme complète d'agriculture de précision. La modulation intraparcellaire et les autres solutions technologiques permettent aux exploitations agricoles d'être plus efficaces, rentables et durables.

Vous pourrez prendre rapidement des décisions plus intelligentes basées sur des données réelles pour optimiser efficacement l'utilisation de vos ressources, améliorer la santé des sols tout en augmentant le potentiel de rendements de vos parcelles.

Contactez dès maintenant votre concessionnaire John Deere, des experts sont prêts à vous aider !



DECOUVREZ CE QUE LES SOLUTIONS JOHN DEERE PRECISION AG TECHNOLOGY PEUVENT FAIRE POUR VOUS

28^e Assemblée Générale des Friends of the Countryside à Stockholm : Défendre le rôle essentiel des propriétaires fonciers



Wallerand VAN OUTRYVE D'YDEWALLE
Chargé de mission politique et projets -
Coordinateur des intervenants du ForumforAg

Le 13 juin, les Friends of the Countryside (FCS) ont tenu leur 28^e Assemblée Générale à Stockholm, réunissant plus de 100 membres venus de toute l'Europe. Accueilli chaleureusement par Caroline NORDENFALK BIELKE et sa famille, l'événement a réaffirmé l'engagement des propriétaires ruraux européens en faveur de la durabilité, de la biodiversité et de leur participation active à l'élaboration des politiques de l'UE.

Le président des FCS, Seger VAN VOORST TOT VOORST, a ouvert l'Assemblée en soulignant le rôle indispensable des propriétaires fonciers en tant que gardiens de la campagne européenne. Il a salué les efforts constants de European Landowners' Organization (ELO), mettant en avant ses réussites significatives dans l'influence des politiques de l'UE, notamment en ce qui concerne la Politique Agricole Commune (PAC), la législation sur la surveillance des forêts de l'UE et le cadre de certification de l'élimination du carbone.

Thierry DE L'ESCAILLE, Président Exécutif d'ELO, a présenté une mise à jour éclairante sur les récents développements politiques, attirant l'attention sur les défis liés aux prochaines allocations budgétaires de l'UE. Une part importante des futurs budgets européens étant encore destinée au remboursement des aides COVID à partir de 2028, DE L'ESCAILLE a exprimé ses inquiétudes quant aux conséquences potentielles pour le financement de l'agriculture. Il a appelé les décideurs politiques à reconnaître l'agriculture comme une priorité stratégique, en soulignant la nécessité d'un financement sécurisé et durable pour les communautés rurales et les pratiques agricoles durables.

Jurgen TACK, Secrétaire Général d'ELO, a approfondi ces préoccupations en exposant des initiatives politiques stratégiques. Il a insisté sur l'urgence de simplifier les cadres réglementaires afin de faciliter, et non d'entraver, l'innovation et les pratiques durables en agriculture. TACK a plaidé en faveur d'un meilleur accès aux nouvelles technologies agricoles, affirmant que des processus d'approbation plus efficaces et de meilleures incitations renforceront la compétitivité, la résilience et la durabilité environnementale du secteur agricole européen.

L'Assemblée Générale a accueilli Martin MIKKELSEN du Danemark en tant que nouveau membre du conseil d'administration. Cette dynamique de croissance, avec vingt nouveaux membres admis au cours de l'année écoulée, témoigne de la pertinence et du dynamisme de l'organisation.

La biodiversité et la gestion durable des terres ont occupé une place centrale dans les échanges, avec un large soutien exprimé en faveur du Wildlife Estates Network. Les membres ont été encouragés à s'engager activement dans la mise en œuvre de la Stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030, en mettant en lumière le rôle crucial des propriétaires fonciers privés dans la protection et la valorisation du patrimoine naturel européen.

Les participants ont également exprimé leur enthousiasme à l'idée de la prochaine Assemblée Générale prévue en 2026 à Cáceres, en Espagne, une région réputée pour son héritage agricole durable et sa richesse culturelle.

La soirée de gala a célébré les initiatives innovantes en matière de durabilité à travers la remise des prix FAMIGRO et Belleuropa. ZukunftMoor a été récompensé pour son travail pionnier de restauration des tourbières en Allemagne, tandis que le château d'Eriksberg, en Suède, a été salué pour son intégration harmonieuse du patrimoine culturel avec la durabilité dans les domaines de la foresterie, de l'agriculture, des énergies renouvelables et de la gestion de la faune.

Pour clore l'Assemblée, le président VAN VOORST TOT VOORST a lancé un appel à une collaboration continue, encourageant les propriétaires fonciers à défendre de manière proactive leur rôle crucial dans le paysage européen.



INNOVATORS BY NATURE – Participez au futur de l'innovation guidée par la nature

ACE Events, Bruxelles | 3 décembre 2025 | 9h30-18h00

Innovators by Nature est un rassemblement des propriétaires fonciers, investisseurs, décideurs politiques et entrepreneurs environnementaux porteurs d'une vision d'avenir. Organisé à Bruxelles, l'événement met en avant des modèles économiques évolutifs situés au carrefour de la nature, de l'entreprise et de l'innovation.

Le programme explorera certaines des opportunités les plus prometteuses d'aujourd'hui : l'agriculture carbone et la restauration des zones humides, le réensauvagement, les crédits biodiversité et le tourisme nature, la production agricole durable, les marchés premium, l'éco-habitat et le développement rural, ainsi que les énergies renouvelables et les infrastructures numériques.

Cet événement réunira une communauté diversifiée de propriétaires fonciers, d'innovateurs et de décideurs façonnant l'avenir des entreprises axées sur la nature.

Rejoignez-nous le 3 décembre 2025 à ACE Events à Bruxelles, pour une journée de discussions, nous pouvons tracer un futur où innovation et nature se développent main dans la main



Inscrivez-vous via www.elo.org ou en scannant le QR code ci-dessous.

Pour les opportunités de sponsoring, veuillez contacter anne.marchadier@elo.org.

ELO alerte : le budget proposé par l'UE abandonne les propriétaires fonciers et les agriculteurs professionnels à un moment critique



Dr. Jurgen TACK
Secrétaire Général, ELO

Bruxelles, juillet 2025 – La proposition de la Commission européenne concernant le Cadre Financier Pluriannuel (CFP) 2028–2034 et l'avenir de la Politique Agricole Commune (PAC) marque un net recul par rapport à l'engagement fondateur de l'UE en faveur d'une agriculture durable, résiliente et commune. L'European Landowners' Organization (ELO) y voit un tournant qui compromet l'avenir des propriétaires fonciers et des agriculteurs professionnels à travers l'Europe.

Moins d'argent, plus d'incertitude

La Commission européenne propose d'augmenter le montant total du CFP à 1 816 milliards d'euros, soit 1,26 % du Revenu National Brut (RNB) de l'UE, contre 1,13 % actuellement. Cependant, une fois prises en compte les contributions destinées au remboursement du plan de relance post-COVID NextGenerationEU, le chiffre effectif tombe à 1,15 %. Cette subtilité masque une réalité bien plus préoccupante : l'agriculture recevra moins.

À peine plus de 300 milliards d'euros sont réservés à l'agriculture, soit près de 30 % de moins en termes réels (prix de 2025) par rapport à la période actuelle. Et ce, à un moment où les agriculteurs professionnels et les propriétaires fonciers font face à des défis sans précédent : inflation, marges en baisse, exigences réglementaires plus strictes, volatilité géopolitique et coûts croissants de l'adaptation au climat.

La commission reconnaît le rôle de l'agriculture dans la garantie de la sécurité alimentaire, de l'autonomie européenne et de la viabilité des zones rurales, mais ne fournit aucune base financière crédible pour soutenir cette vision. Le fardeau est plutôt discrètement transféré aux États membres et aux autorités régionales.

Une remise en cause du cadre commun

L'aspect le plus radical - et le plus inquiétant - de la proposition est le changement structurel de gouvernance. La programmation et la mise en œuvre de la PAC seraient intégrées au Fonds National et Régional de Partenariat (FNRP), 865 milliards d'euros destinés à rationaliser diverses politiques sectorielles.

En théorie, cette intégration promet de l'efficacité. En pratique, elle risque de démanteler l'une des politiques les plus abouties et cohérentes de l'UE. Depuis des décennies, la PAC

fonctionne sur la base d'une gestion partagée entre l'UE et ses États membres, garantissant l'égalité de traitement des propriétaires et gestionnaires ruraux, indépendamment des cycles politiques nationaux.

La fusion de la PAC avec d'autres fonds fragilise cette stabilité. Elle ouvre la voie à des réaffectations politiquement motivées, à une complexité accrue de la gouvernance, à des retards administratifs et à la perte de continuité stratégique. Les investissements à long terme dans l'utilisation durable des terres, la biodiversité ou l'innovation agroécologique - souvent portés par les propriétaires fonciers - nécessitent de la prévisibilité, et non des programmes fragmentés et à court terme.

Conséquences pour les propriétaires fonciers et les agriculteurs professionnels

Ce changement a des conséquences particulièrement lourdes pour les agriculteurs professionnels et les propriétaires privés, qui gèrent une grande partie des terres agricoles et naturelles d'Europe.

1. Des responsabilités accrues en matière de cofinancement

La proposition augmente la part des interventions agricoles soumises à un cofinancement national ou régional. Les États membres les plus riches pourront peut-être compenser, mais pour d'autres - notamment ceux dotés de compétences régionales décentralisées - cela créera une mosaïque de niveaux de soutien, faussant la concurrence et affaiblissant la cohésion.

2. Plus de bureaucratie, moins de clarté

Les agriculteurs et propriétaires fonciers font déjà face à de lourdes charges administratives. L'accroissement de la flexibilité laissée aux États membres, sans repères clairs au niveau de l'UE, se traduira probablement par des interprétations locales multiples et contradictoires de l'éligibilité, de la conformité et de la mise en œuvre.

3. Un affaiblissement de la gestion à long terme

Les propriétaires qui investissent dans la conservation des paysages, l'agroforesterie, le stockage du carbone ou la restauration de la biodiversité comptent sur des cadres PAC stables et pluriannuels. Le modèle proposé affaiblit cette stabilité et privilégie les résultats à court terme au détriment de l'impact à long terme.

4. Perte de coordination à l'échelle européenne

De nombreux propriétaires opèrent au-delà des frontières ou participent à des systèmes de certification à l'échelle de l'UE (comme le label Wildlife Estate d'ELO). Ceux-ci dépendent de critères harmonisés. En laissant trop de marge de manœuvre aux plans nationaux, la Commission risque de créer une fragmentation juridique et opérationnelle.

La réponse d'ELO : renforcer, et non abandonner, la PAC

ELO considère cette proposition comme une erreur fondamentale, à un moment où l'UE devrait renforcer - et non réduire - son engagement envers la durabilité rurale et l'autonomie stratégique. L'agriculture reste une compétence partagée de l'UE pour de bonnes raisons. Fragmenter sa gouvernance revient à affaiblir l'un des rares outils politiques reliant directement les citoyens européens à la nature, à l'alimentation et à l'action climatique.

ELO exhorte les institutions de l'UE et les États membres à :

1. Réaffirmer la PAC comme un pilier distinct et protégé du budget de l'UE, et non la reléguer dans des partenariats nationaux génériques ;

2. Garantir un financement adéquat, indexé sur l'inflation et tenant compte des obligations croissantes imposées aux gestionnaires de terres pour fournir des services environnementaux et climatiques ;
3. Assurer la cohérence et la stabilité dans la conception des programmes, afin de permettre aux propriétaires fonciers et aux agriculteurs professionnels d'investir en toute confiance dans des efforts pluriannuels de durabilité ;
4. Protéger l'égalité des conditions de concurrence, en maintenant un cadre politique et réglementaire cohérent dans tous les États membres et toutes les régions ;
5. Reconnaître le rôle stratégique des propriétaires fonciers, dont la gestion est essentielle à la réalisation du Pacte vert pour l'Europe et des objectifs en matière de biodiversité.

Conclusion : Protéger l'avenir des terres européennes

La proposition actuelle n'est pas une réforme, mais un recul. Elle envoie un signal négatif à un moment où les acteurs ruraux européens ont besoin de plus de certitude, de plus d'ambition et de plus de partenariat de la part des institutions de l'UE. Les propriétaires fonciers et les agriculteurs professionnels ne demandent pas des faveurs - ils demandent un cadre qui leur permette d'assurer la sécurité alimentaire, la résilience économique et la gestion durable de l'environnement. ELO continuera à défendre les principes d'une politique agricole forte, commune et tournée vers l'avenir. Nous appelons le Parlement Européen et le Conseil à amender la proposition en conséquence et à réaffirmer la responsabilité de l'UE envers ses terres, ses agriculteurs et ses citoyens.



Digitalisation et IA : un événement du Forum for Ag explore l'avenir de l'agriculture

La digitalisation dans l'agriculture progresse rapidement, soulevant des questions sur ses bénéfices et ses défis. Un événement spécial du Forum for the Future of Agriculture, co-organisé par la députée européenne Maria GRAPINI, s'est tenu le jeudi 26 juin au Parlement européen à Bruxelles. Il visait à partager une expertise sur les promesses, les aspects pratiques et les implications politiques de l'agriculture numérique. Cet événement faisait suite à une discussion tenue en janvier 2024.

Mark TITTERINGTON, cofondateur et directeur du Forum for the Future of Agriculture et modérateur, a reconnu Microsoft comme le premier partenaire technologique du Forum et co-organisateur de l'événement.

Perspectives de Maria GRAPINI

Maria GRAPINI, députée européenne de Roumanie, également vice-présidente de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO) et membre de la commission de l'agriculture, a souligné l'importance vitale de la digitalisation dans l'agriculture, notamment pour faire face au dépeuplement rural et encourager les industries connexes. Elle s'est réjouie des débats en cours au Parlement européen visant à intégrer l'innovation et la digitalisation dans la Politique Agricole Commune (PAC).

Points de vue de la Banque mondiale

Kateryna SCHROEDER, économiste principale en agriculture, unité de l'engagement mondial du département Agriculture et Alimentation, Banque mondiale, est intervenue en ligne – le jour du lancement par la Banque de son rapport Harnessing Artificial Intelligence for Agricultural Transformation – et a présenté une vue d'ensemble de l'état actuel de l'IA dans la chaîne de valeur agricole.

L'IA amplifie considérablement les promesses de l'agriculture numérique en identifiant des modèles dans d'immenses ensembles de données variées et en simulant des scénarios complexes liés au climat, au sol, aux ravageurs et aux maladies, a-t-elle déclaré. L'IA en agriculture connaît une croissance significative, avec des projections passant de 1,5 milliard de dollars en 2023 à plus de 10 milliards de dollars d'ici 2032.

Le rapport de la Banque mondiale met en lumière 60 applications prometteuses et évolutives de l'IA, qui seront également disponibles via un tableau de bord associé. Mme SCHROEDER a partagé de nombreux exemples. (...)

Panel 1 – Agtech à la croisée des chemins : promesse contre réalité

Mark TITTERINGTON a accueilli Daniela LÜTH, chargée de mission, DG recherche et innovation, B2 – Bioéconomie & systèmes alimentaires, Commission Européenne ; Alin LUCULEASA, agri-



Liz WILSON

culteur membre du ThinkTank roumain AGRINNOVATOR ; Jørgen AUDENAERT, responsable de l'innovation des systèmes de production de céréales mineures et élevage laitier et bovin, John Deere ; et Stefan SCHNEIDER, responsable entrepreneuriat en aval spatial, EUSPA (Agence de l'union européenne pour le programme spatial).

Il les a invités à dire ce qui les enthousiasmait le plus concernant l'IA et la digitalisation dans la transformation du système agroalimentaire. Mark a ensuite posé des questions complémentaires à chaque panéliste sur des points spécifiques.

Comment faire passer la recherche d'applications pilotes à une échelle collaborative ?

Daniela LÜTH : Le programme de travail Horizon Europe (Cluster 6) pour 2025 met fortement l'accent sur les actions d'innovation, avec un tiers des projets nécessitant un niveau élevé de maturité technologique (TRL 5-8). Le Conseil européen de l'innovation (EIC) fournit 10 milliards d'euros pour les activités allant des TRL les plus bas (TRL 1-4) aux solutions prêtes à être commercialisées. En outre, une nouvelle stratégie européenne pour les startups et scale ups vise à combler le fossé entre la recherche d'excellence et le passage à l'échelle, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités et l'investissement en capital.

Comment les outils et technologies numériques transforment-ils les opérations quotidiennes ?

Alin LUCULEASA : Les données fournies par les outils numériques permettent de prendre des décisions adaptées à chaque champ, ce qui a permis une réduction de 50 % de l'utilisation des engrais sur l'ensemble de l'exploitation sans perte de rendement. Les images satellites en temps réel offrent des cartes de stress hydrique détaillées, mettant en évidence les déficits hydriques, les maladies et les carences en nutriments, ce qui permet des traitements ciblés et précis plutôt que des applications chimiques généralisées. Cependant, le principal défi est la réticence de son équipe à adopter de nouveaux systèmes, par peur de perdre le contrôle, ce qui l'oblige à effectuer un suivi et une intervention constants.

Que disent les clients sur la manière dont la technologie transforme les opérations quotidiennes, et existe-t-il des différences régionales ?

Jørgen AUDENAERT : Pour les clients, il est essentiel de comprendre et de constater la valeur des nouvelles solutions sur leurs exploitations, et que celles-ci soient faciles à mettre en œuvre compte tenu des délais serrés. Cela implique souvent une formation, dans laquelle John Deere investit, ainsi que le dévelop-



pement de spécialistes au sein de ses canaux de distribution. Ils mesurent également l'utilisation et les résultats des technologies pour identifier les domaines nécessitant un soutien ou des améliorations de l'expérience utilisateur.

Quelles sont les limites actuelles de la technologie satellitaire en agriculture et comment sont-elles surmontées ?

Stefan SCHNEIDER : L'adoption progresse bien, l'industrie est engagée. Les limites incluent la fréquence d'observation (tous les 4-5 jours), le mauvais temps réduisant la visibilité, et le temps de traitement de grands volumes de données.

Malgré cela, l'industrie fait preuve de créativité, comme avec le nouveau service de haute précision d'EUSPA, qui affine les signaux de navigation au niveau du décimètre pour une plus grande précision. Un défi majeur est l'interopérabilité entre les différents systèmes de diverses entreprises, ce que les agriculteurs signalent fréquemment comme un problème, et qu'EUSPA ne peut pas résoudre directement.

Un consensus sur l'avenir : une révolution en vue

Après les questions du public, Mark a demandé aux panélistes : d'ici 2035, l'IA et la digitalisation auront-elles révolutionné l'agriculture ou assisterons-nous à une innovation technologique normale ? Le consensus était une révolution, ou une disruption si l'on préfère ce terme. Comme l'a dit Daniela LÜTH : « ça va venir vite ».

Let's increase our food supply without reducing theirs

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com

syngenta

Panel 2 – Naviguer dans la gouvernance : les défis politiques de la digitalisation agricole

Tassos HANIOTIS, conseiller spécial pour la productivité durable, Forum for the Future of Agriculture ; chercheur invité senior, IIA-SA ; Pierluigi LONDERO, chef de la gouvernance des données, DG AGRI, Commission Européenne ; Ornella COSOMATI, directrice Europe, politique énergie et durabilité, Microsoft.

Mark TITTERINGTON a ouvert, comme dans le panel 1, en demandant aux panélistes ce qui les enthousiasmait. La discussion qui a suivi a porté sur ce qui est nécessaire pour libérer pleinement ces potentiels.

Pierluigi LONDERO de la DG AGRI a souligné trois domaines clés : la productivité, la simplification et les pratiques agricoles complexes.

Ornella COSOMATI, de Microsoft, a mis en avant le rôle de l'IA dans la décarbonation des industries, y compris l'agriculture, en maximisant l'efficacité. Elle a partagé des exemples, notamment sur la capacité de mesure, l'amélioration de l'efficacité et le soutien à l'agriculture carbone. Mme COSOMATI a présenté Azure data manager for agriculture (ADMA), un outil Microsoft conçu pour fournir aux agriculteurs des informations basées sur les données, ainsi que le chatbot IA de Microsoft (co-pilot) pour répondre à des questions simples et éclairer les décisions. Elle a également mis en avant Terrain AI, une plateforme de modélisation développée avec un centre de recherche irlandais, qui permet aux gouvernements de tester des politiques avant leur mise en œuvre.

Tassos HANIOTIS a déclaré que « l'IA est là pour rester et croître, il n'y a aucun moyen de l'arrêter », mais comme toute technologie, elle comporte à la fois des opportunités et des défis, ainsi que des avantages et des coûts qui ne sont pas toujours directement liés. En agriculture, l'IA a des applications dont les bénéfices l'emportent largement sur les coûts – « même si nous n'en sommes pas toujours convaincus ».

Il a formulé trois points clés : la quantité de données augmente de manière exponentielle, mais le contrôle de la qualité diminue. L'utilisation des données signifie que l'IA a un potentiel important pour améliorer la gestion des terres, conduisant à des résultats mesurables en matière de durabilité. L'IA peut aider à combler le fossé entre les aspects économiques et environnementaux de la politique. Et les abus de données « effraient les gens » – il est crucial d'avoir un cadre politique public flexible, évitant les erreurs du passé, assurant l'interopérabilité et fournissant des incitations.

Mark a ensuite ouvert un tour de questions aux participants.

Pour clôturer l'événement, Mark a répété sa question précédente aux panélistes : **d'ici 2035, l'IA et la digitalisation seront-elles une révolution ou une innovation technologique incrémentale ?**

Les réponses ont indiqué un fort consensus en faveur de la révolution, tout en reconnaissant des défis comme la fracture numérique.

Vous pouvez lire la version complète du résumé ou revoir l'événement sur le site du Forum : www.forumforag.com

Les domaines écossais battent des records en matière de conservation de la faune

Trois domaines écossais ont reçu l'accréditation Wildlife Estates Scotland (WES) le 4 juillet lors du Scottish Game Fair organisé par le GWCT. La distinction a été remise par Jim FAIRLIE, ministre écossais de l'Agriculture et de la Connectivité, et membre du Parlement écossais.

Ensemble, ces domaines couvrent plus de 120 000 acres et ont été salués pour leur engagement exceptionnel en matière de gestion de la faune et de conservation - atteignant les meilleurs scores jamais enregistrés dans l'histoire de l'accréditation WES.

Les accréditations ont été décernées aux domaines suivants : Finzean dans l'Aberdeenshire, Glen Creran dans l'Argyll et Reay Forest dans le Sutherland.

WES est la version écossaise de l'initiative européenne Wildlife Estates. Elle est soutenue par la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne.

Le ministre de l'Agriculture, Jim FAIRLIE, a déclaré :

« Cette cérémonie de remise des prix est l'un de mes événements préférés du Game Fair, et les lauréats de cette année poursuivent brillamment la tradition de bonnes pratiques en gestion des terres. Les domaines de Reay Forest, Glen Creran et Finzean démontrent tous que l'intégration de la nature dans la gestion des terres, et la valorisation de la biodiversité locale, peuvent apporter d'immenses bénéfices, tant pour les domaines eux-mêmes que pour l'environnement écossais. Je tiens à féliciter les trois domaines pour leur travail acharné et leur souhaite beaucoup de succès. »



De gauche à droite : Sarah-Jane LAING (SLE), Dee WARD (SLE), Ben MARDALL (Reay Forest Estate), Henriette T'KINT DE ROODENBEKE (Glen Creran Estate), Andrew FARQUHARSON and Alan SHAND (Finzean Estate), Jim FAIRLIE (MSP).



Sonsoles ARMENDAIR MILANS DEL BOSCH
Chargée de projet Wildlife Estates -
Coordinatrice régionale pour l'Espagne

Miles MONTGOMERIE, président de Wildlife Estates Scotland, a déclaré :

« Obtenir l'accréditation WES est un processus rigoureux, qui exige une évaluation indépendante du travail de conservation mené au profit de l'environnement naturel. Ces trois domaines sont une source d'inspiration pour les autres entreprises rurales, et pour nous tous. »

L'Écosse occupe actuellement la deuxième place dans le classement européen des terres accréditées Wildlife Estates, juste derrière l'Espagne.

Le domaine de Reay Forest, dans le Sutherland, a obtenu le score le plus élevé jamais enregistré par une organisation accréditée par Wildlife Estates en Europe, avec une note globale de 91,75 %. Dans le cadre de son évaluation, Reay Forest est également devenu la première organisation au Royaume-Uni à recevoir une accréditation or.

Reay Forest est un domaine rural traditionnel, réputé pour ses cerfs, ses truites et ses saumons, et fait partie des trois domaines ruraux du portefeuille des Grosvenor Estates.

En partenariat avec l'Atlantic Salmon Trust (AST), le domaine de Reay Forest appartenant à Grosvenor mène également l'un des projets de conservation les plus ambitieux du Royaume-Uni, visant à restaurer les populations de saumons atlantiques sauvages, aujourd'hui en danger critique d'extinction. Le projet prévoit de restaurer 118 km² de paysage - soit une superficie équivalente à celle de la ville de Manchester - avec la plantation de jusqu'à un million d'arbres, favorisant ainsi la biodiversité et profitant à l'ensemble de l'écosystème.

Ben MARDALL, gestionnaire du domaine de Reay Forest chez Grosvenor, a déclaré :

« Tout ce que nous entreprenons à Reay Forest repose sur notre engagement à long terme en faveur d'un impact économique, social et environnemental durable dans nos communautés, ainsi qu'à la préservation des habitats naturels uniques et sensibles du domaine. Bien que nous ayons toujours été convaincus de la justesse de cette approche, c'est une grande satisfaction de voir le travail acharné de toute notre équipe reconnu de manière indépendante par Wildlife Estates. »

Pour plus d'infos: www.wildlife-estates.info



Un pionnier de l'agriculture durable sur tourbières : ZukunftMoor remporte le prix FAMIGRO 2025



Eleonore RAYNAL-PEČENÝ
Chargée de Communication, ELO

Nous sommes fiers d'annoncer que **ZukunftMoor**, une entreprise pionnière basée en Basse-Saxe, a remporté le **prix FAMIGRO 2025**. Remis à Paul WALDERSEE, ce prix récompense une approche innovante de la gestion des tourbières - essentielle pour la **protection du climat et l'avenir des paysages ruraux**.

En Allemagne, environ 95 % des tourbières ont été asséchées, libérant d'énormes quantités de carbone. Ces zones représentent 7,5 % des émissions totales de gaz à effet de serre du pays, soit environ 53 millions de tonnes par an. Pour atteindre les objectifs climatiques de l'Accord de Paris, l'Allemagne devrait réhydrater plus de 50 000 hectares par an. C'est précisément là que ZukunftMoor intervient.

L'entreprise réhydrate les tourbières asséchées et cultive la sphaigne, une plante locale, sur les terres restaurées. Cette méthode, appelée paludiculture, montre que l'agriculture humide, respectueuse des tourbières, peut être à la fois écologique et économiquement viable, d'autant plus que les agriculteurs gèrent près de 80 % de ces terres asséchées.

La première ferme de sphaigne de ZukunftMoor à Gnarrenburg s'étend sur 13,4 hectares, ce qui en fait la plus grande au monde. En démantelant les systèmes de drainage et en restaurant les

niveaux d'eau, l'entreprise a transformé des pâturages intensivement utilisés en zones humides à bilan climatique positif, évitant ainsi environ 440 tonnes d'émissions de CO₂ par an sur ce seul site pilote.

La sphaigne est la seule culture en Europe capable de remplacer la tourbe dans les substrats horticoles, offrant une alternative durable à un matériau au lourd impact climatique. La production de ZukunftMoor contribue à une culture respectueuse du climat, tout en restaurant des habitats essentiels, améliorant la rétention d'eau et offrant une protection naturelle contre les sécheresses et les inondations.

À l'avenir, ZukunftMoor vise à étendre ce modèle à 10 000 hectares en partenariat avec d'autres exploitations agricoles. Elle impulse un changement structurel durable dans l'agriculture sur tourbières, apportant des bénéfices durables pour le climat, la biodiversité et les économies locales.

Plus d'info : www.zukunftmoor.de



L'agriculture sociale : améliorer les soins aux personnes âgées et favoriser l'intégration rurale en Europe



Costanza MICHELINI
DI SAN MARTINO
COO, BioVerdissimo



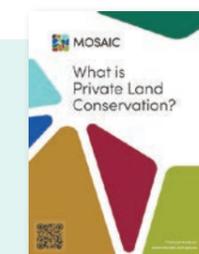
Laura TICOIU
Chargé de mission
politique, ELO

L'agriculture sociale, définie comme l'utilisation des ressources agricoles pour fournir des services sociaux en milieu rural, profite particulièrement aux groupes vulnérables, notamment aux personnes âgées, en améliorant leur santé, leur bien-être et leur inclusion sociale.

Alors que l'Europe fait face à une baisse du taux de natalité et à une population vieillissante, l'agriculture sociale répond à ces défis démographiques tout en favorisant l'intégration communautaire. Elle soutient le vieillissement actif, la solidarité intergénérationnelle et le développement rural.

Cependant, des obstacles subsistent, tels que l'absence de reconnaissance officielle, les questions de sécurité et le manque de formation des agriculteurs.

L'European Landowners' Organization (ELO), via le projet Farm-Elder, appelle à un soutien politique à long terme. La plateforme FarmElder (www.farmelder.eu) propose des outils de formation pour aider à développer cette pratique inclusive et durable dans les communautés rurales européennes.



Conservation des terres privées – Nouveau livret

Le nouveau livret d'HORIZON MOSAIC, « Qu'est-ce que la Conservation des Terres Privées (CTP)? », défend la conservation volontaire sur les terres privées. Conçu pour les décideurs politiques, il simplifie des concepts complexes sur la CTP en recommandations concrètes. Il valorise la gestion responsable, l'engagement à long terme et le respect des identités et des valeurs des propriétaires fonciers. En mettant en avant les autres mesures efficaces de conservation fondées sur les zones (OECMs), ce livret ouvre de nouvelles voies politiques pour une conservation durable des terres privées à travers l'Europe.

Leonor CESAR DAS NEVES,
Chargée de projet, ELO

Feeding the Future – Nourrir l'avenir – Innovation et durabilité dans la nutrition animale



Jean-François ROUS
Directeur des technologies

Partout dans le monde aujourd'hui, nous sommes confrontés à la volatilité, à l'incertitude, à la complexité et à l'ambiguïté, et peu de secteurs de l'économie européenne en sont autant affectés que l'agriculture, en particulier l'élevage. Si l'agriculture est un secteur stratégique de l'économie de l'UE, comme la Commission européenne l'a justement reconnu, alors l'élevage y joue un rôle extrêmement dynamique et catalyseur.

Et pourtant, nous nous trouvons à un carrefour en Europe en ce qui concerne le maintien et le développement de stratégies et technologies innovantes en matière d'alimentation animale, qui jouent un rôle clé dans la productivité, la compétitivité et la durabilité de ce secteur essentiel.

Alors que nous devrions être enthousiastes et motivés par les opportunités à venir, nous devons également rester réalistes quant aux questions difficiles et aux choix qui doivent désormais être faits en Europe pour maintenir et libérer le potentiel futur de cette partie de l'industrie agroalimentaire.

Leader mondial de la méthionine

Au cours des 90 dernières années, ADISSEO s'est imposé comme un leader dans la recherche, le développement, la production et la commercialisation d'additifs alimentaires pour animaux de haute qualité et durables. Aujourd'hui, nous sommes une entreprise mondiale de plusieurs milliards, basée à Paris, employant plus de 3 000 personnes dans le monde. Plus des deux tiers de nos collaborateurs sont basés en Europe et plus de 80 % de notre budget R&D est investi dans l'UE. Nous sommes donc bien placés pour partager nos réflexions sur la manière d'aborder certaines de ces questions difficiles et pour proposer des solutions nécessaires.

Par exemple, ADISSEO est le leader mondial de la méthionine, et a développé une expertise unique dans la formulation et la production de méthionine protégée pour le rumen, destinée aux ruminants. Cet acide aminé est le premier acide aminé limitant pour les vaches laitières et est crucial pour environ 70 % du marché mondial du lait.

En réduisant le besoin en tourteau de soja riche en protéines, la supplémentation en méthionine contribue à diminuer les émissions de gaz à effet de serre et l'excrétion d'azote. Chez les vaches laitières, cette méthionine protégée maximise la production de lait et augmente les taux de protéines et de matières grasses dans le lait, soutenant ainsi la productivité, la rentabilité et la durabilité globales des producteurs laitiers européens.

Soutenir l'industrie laitière de l'UE

Cela est d'une importance vitale, car l'industrie laitière de l'UE contribue de manière substantielle à la valeur globale et à la croissance du secteur agroalimentaire européen. En 2025, cette industrie devrait atteindre une valeur d'environ 200 milliards d'euros, avec plus de 15 milliards d'euros d'exportations, et une croissance attendue de plus de 4,5 % d'ici 2030.

À mesure que les politiques agro-environnementales de l'UE et des États membres évoluent (notamment en ce qui concerne la réduction des émissions excessives d'azote provenant de l'élevage), la productivité et la compétitivité de l'industrie laitière seront mises à l'épreuve. La taille globale du cheptel laitier de l'UE devrait encore diminuer d'environ 11 % d'ici 2035, par rapport à la moyenne 2022-2024. Dans ce contexte, de meilleures stratégies d'alimentation, incluant l'utilisation de la méthionine, seront essentielles pour soutenir la productivité, la rentabilité et la durabilité à long terme de l'industrie laitière européenne, afin de répondre à la forte demande des consommateurs européens et des marchés internationaux.

Face aux incertitudes mondiales actuelles, le secteur de la nutrition animale a besoin que l'UE soutienne sa compétitivité et son innovation afin que des entreprises comme ADISSEO continuent et développent leurs investissements ici.

Ces dernières années, la dépendance de l'UE aux importations d'additifs alimentaires critiques, notamment les vitamines et les acides aminés, est devenue aiguë, nous plaçant dans une position vulnérable compte tenu des tensions géopolitiques actuelles qui affectent les chaînes d'approvisionnement.

Au cours des 90 dernières années, ADISSEO s'est imposé comme un leader dans la recherche, le développement, la production et la commercialisation d'additifs.



Concrétiser la vision pour l'agriculture

Avec tout cela en tête, la question est : que devons-nous faire pour respecter les engagements, y compris pour l'élevage, pris dans la Vision pour l'avenir de l'agriculture en Europe de la Commission ?

Il est certain que nous devons travailler ensemble pour faire face aux coûts énergétiques et coûts des matières premières auxquels les opérateurs européens sont confrontés, qui sont 2 à 3 fois plus élevés que dans le reste du monde.

Mais en plus de cela, nous avons besoin d'un cadre législatif favorable aux solutions de nutrition animale, qui stimule l'investissement et la production en Europe, en particulier pour les additifs alimentaires :

- Comme beaucoup d'autres, nous sommes confrontés à des procédures d'autorisation disproportionnées en termes de temps et de ressources. Elles constituent des obstacles à l'introduction de nouvelles solutions nutritionnelles sur le marché européen. Cela décourage l'industrie de choisir l'Europe comme premier marché pour ses innovations, car cela nuit à la rentabilité, réduisant ainsi l'attractivité de l'UE pour les investissements dans le développement des capacités en R&D et en production.
- En plus de cet obstacle, les contraintes réglementaires et l'imprévisibilité rencontrées dans la production et le transport de solutions nutritionnelles sûres destinées à l'exportation vers des pays tiers, même si elles ne sont pas encore autorisées dans l'UE, limitent également la production industrielle européenne de ces solutions précieuses. Cette contrainte réglementaire à l'exportation affaiblit encore davantage l'attractivité de l'Europe en tant que destination pour les investissements en R&D et en infrastructures de production.

Pour toutes ces raisons, nous avons accueilli favorablement la Vision pour l'avenir de l'agriculture en Europe de la Commission. Nous avons été très encouragés de voir l'importance accordée à l'accès continu à la technologie et à l'innovation, en particulier dans la nutrition animale, surtout lorsque cela améliore la santé et le bien-être du bétail ; la productivité et la qualité des produits ; l'efficacité et la rentabilité des exploitations ; et offre une voie cruciale pour réduire les émissions du secteur et améliorer les résultats environnementaux.

Étant donné notre rôle dans ce domaine, nous sommes impatients de contribuer au groupe de travail de la Commission sur l'avenir du secteur de l'élevage. Il est essentiel d'identifier avec précision les défis du secteur, y compris la concurrence mondiale ; de traiter l'empreinte climatique et environnementale du secteur ; et de favoriser l'investissement dans la technologie ainsi que le développement de modèles économiques durables, intégrant des stratégies d'alimentation avancées et à la pointe de la technologie.

Si nous abordons cela correctement, et si la simplification réglementaire amorcée par le processus Omnibus est une première étape positive, nous pourrions encore voir la croissance continue, la vitalité et la compétitivité des secteurs agroalimentaire et laitier de l'UE, tout en assurant la souveraineté alimentaire et industrielle ainsi que l'atteinte de nos objectifs environnementaux et climatiques.

Le domaine d'Eriksberg remporte le prix Belleuropa 2025



© Eriksberg Hotel & Nature Reserve

Le prix Belleuropa, créé par le pionnier de l'environnement **Giuseppe NATTA**, célèbre les habitats naturels gérés et les paysages ruraux favorables à la biodiversité. Chaque année, ce prix récompense un membre du **réseau Wildlife Estates Label** pour son travail remarquable en faveur de la biodiversité.

Le lauréat de cette année, le **domaine d'Eriksberg** en Södermanland, en Suède, allie un héritage datant du XVII^e siècle à des pratiques tournées vers l'avenir. De la sylviculture aux énergies renouvelables en passant par le tourisme, ses activités diversifiées reflètent un profond respect de la nature, des traditions et des communautés, incarnant l'équilibre entre patrimoine et avenir durable.





**2025
EDITION
APPLY NOW!**



JOHN DEERE



ELO European Landowners' Organization

Candidature maintenant: www.elo.org/bee-award